

Abattoir moderne de Rumonge (page 3)

Quand le bétail se fait rare



L'abattoir moderne de Rumonge permet d'abattre 10 vaches en 45 minutes. Cependant, la tâche de trouver le bétail à abattre s'avère être un défi de taille.

SOCIETE

ENTREPRENEURIAT

GENRE



Rumonge

Les habitants du site de Mayengo : Leur vie plongée dans l'incertitude (page 4)



Cankuzo

La pénurie du sucre et du carburant, un grand défi aux ... (page 5)



Gitega

Pascalie Nahishakiye, une grande figure de Giheta (page 6)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

« A l'ordre ! »



Mélance Maniragaba Rédacteur en chef adjoint

A l'ordre ! Je suis fier de répondre à l'appel du commandant suprême. Ces phrases sont publiées sur les statuts et comptes de diverses

plateformes (Twitter, Facebook, etc.) par certains individus ou institutions publiques pendant la semaine dédiée à la propreté, organisée par le numéro 1. Celui-ci s'est levé en personne pour donner l'ordre de nettoyer les lieux de travail et les résidences.

Ce qui est surprenant, c'est que ceux qui publient ces messages le font sciemment, fièrement et sans complexe, alors que normalement ce n'est pas le numéro 1 qui devrait s'approprier de cette problématique en premier lieu. Ce dernier dispose de

représentants un peu partout : des directeurs généraux dans les entreprises aux chefs de cellules, et surtout les hygiénistes, qui sont les principaux concernés.

Il est normal que ces directeurs généraux et ces hygiénistes puissent manquer de temps pour s'occuper de la propreté en raison d'autres préoccupations. Ce que nous trouvons anormal, c'est cette tendance à exhiber des pelles chargées de déchets ménagers sur les publications, alors que cela se fait après avoir reçu un ordre. Au moins, si c'était une

initiative personnelle, cela pourrait se comprendre.

Malgré cela, nous ne critiquons pas systématiquement tout le monde. Bien qu'ils doivent être soucieux de la propreté, les directeurs généraux peuvent se retrouver incapables de contrôler les hygiénistes et même les plantons, en prétextant le manque de considération pour l'autorité de leurs supérieurs.

L'expression « Wewe urazi ukugene naje », traduite en français par « tu sais comment j'ai été engagé », est devenu

monnaie courante. Pourtant, ces employés savent que leur rôle est de veiller à la propreté. Par ailleurs, ils ignorent que leurs supérieurs ont été recrutés après des études et la soumission d'une lettre de demande d'emploi, et non simplement par relation.

Pour un simple journaliste, promoteur de la propreté, les services d'urbanisme devraient tracer les caniveaux, et les propriétaires des parcelles devraient être sommés de paver devant leurs propriétés. Cela contribuerait à l'amélioration de la propreté.

ENTREPRENEURIAT

Cankuzo : L'huile de tournesol et ses sous-produits gagnent du terrain

L'huile de tournesol produite par Oracle Company conquiert de plus en plus les cœurs des habitants de la province de Cankuzo, ainsi que ses sous-produits. Malgré des défis tels que le manque de matière première, cette entreprise parvient à maintenir ses activités



L'entreprise Oracle Company, qui produit de l'huile de tournesol appelée « Oracle Oil » à Cankuzo, est toujours en marche malgré certains défis.

Oracle Company est une unité de production d'huile de tournesol appelée « Oracle Oil », implantée au chef-lieu de la province de Cankuzo. Cette entreprise se distingue dans le secteur de l'huilerie et la population environnante s'habitue de plus en plus à ses produits. « Nos clients sont principalement les habitants de Cankuzo et des environs, qui ont compris les bienfaits de notre produit », indique Boas Niyonkuru, un des employés d'Oracle Company. Il ajoute que l'entreprise a également des clients fidèles venant d'autres provinces, notamment Bujumbura et Gitega, qui passent régulièrement des commandes. M. Niyonkuru affirme que le rendement est

satisfaisant, car l'entreprise peut produire jusqu'à 300 litres d'huile de tournesol par jour. En outre, Oracle Company vend aussi des sous-produits du tournesol, utilisés dans l'alimentation animale, notamment pour les poules.

Comment Oracle Company conquiert-elle les cœurs de la population de Cankuzo ?

Certaines personnes expriment ouvertement leur appréciation pour l'huile de tournesol produite par Oracle Company. Onesphore Bicubwenge, habitant du chef-lieu de la province de Cankuzo, affirme qu'il achète souvent cette huile parce qu'elle est naturelle et provient généralement de plantes

cultivées localement. « En plus de cela, cette huile rend la nourriture délicieuse. Bref, je préfère l'huile de tournesol à d'autres types d'huile », témoigne M. Bicubwenge.

Mais ce n'est pas seulement l'huile qui est convoitée. Isidore Bigirimana, éleveur de poules à Cankuzo, achète régulièrement les sous-produits du tournesol (tourteaux) pour nourrir ses bêtes. « Avant l'installation de l'unité de production d'huile de tournesol à Cankuzo, nous avions l'habitude d'acheter du son de riz pour nourrir les animaux domestiques. Mais les sous-produits du tournesol sont bien meilleurs pour l'alimentation des bêtes. Même si le son de riz est moins cher (500 BIF par kilo), beaucoup d'éleveurs préfèrent

nourrir leurs bêtes avec des tourteaux de tournesol malgré leur prix plus élevé (1250 BIF par kilo),

en raison de leur qualité », explique M. Bigirimana.

Cependant, les défis ne manquent pas. M. Niyonkuru souligne que l'entreprise fait parfois face à un manque de matière première. Cela est dû au fait que les producteurs de tournesol ne sont pas assez nombreux et que, dans certains cas, ce produit est exporté vers la Tanzanie. En effet, le tournesol est principalement cultivé dans des zones frontalières avec ce pays, comme la commune de Mishiha (Cankuzo) et dans des différentes communes de Muyinga et Kirundo. Un autre problème auquel l'entreprise est confrontée à la coupure intempestive du courant électrique. En l'absence de l'électricité, les machines ne peuvent pas fonctionner, car l'énergie électrique est indispensable au fonctionnement de l'entreprise Oracle Company. Un autre défi notable est que la population burundaise a souvent tendance à préférer les produits importés à ceux fabriqués localement.

L'unité de production d'huile de tournesol Oracle Company a démarré ses activités en 2023, grâce à un financement du Programme d'Autonomisation Économique et d'Employabilité des Jeunes (PAEEJ) à hauteur de 64 millions BIF.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint :

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 25 Juillet 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2865	2912
Euro	3107	3157
Shi. Kenyan	21,5480	21,8956
Shi. Tanzanien	1,0614	1,0786
Shi. Ougandais	0,7698	0,7822
Fr Rwandais	2,1867	2,2219

Abattoir moderne de Rumonge: Une faible disponibilité de bétail préoccupe

L'abattoir moderne de Rumonge offre aux habitants la possibilité de consommer de la viande de vaches, de chèvres et de moutons dans des conditions d'hygiène rigoureuses, garantissant l'absence de maladies. Il est bien équipé et adapté. Néanmoins, des défis existent, notamment la difficulté de trouver des vaches à abattre



Amisi Radjabu, directeur de l'abattoir moderne de Rumonge estime que cet abattoir apportera des avantages telles que les revenus qui contribueront au développement économique tant pour la municipalité que pour la province et le pays dans son ensemble.

viande saine, testée et garantie sans maladies, contrairement aux pratiques antérieures où l'abattage se faisait souvent dans des conditions sanitaires insuffisantes. Radjabu souligne également que tous les travaux liés à l'abattage du bétail sont effectués à l'aide de machines modernes garantissant ainsi une hygiène et une efficacité accrues.

Les animaux abattus dans cet

abattoir incluent les vaches, les moutons et les chèvres. Le coût d'abattage d'une vache est fixé à 30 000 FBu, tandis que pour les chèvres et les moutons, ce montant s'élève à 8 000 FBu. Amisi Radjabu a précisé que ces tarifs sont temporaires et seraient révisés, en fonction des coûts d'exploitation, tels que la consommation d'électricité, d'eau et d'autres dépenses engagées lors de cette phase initiale de fonctionnement de cet abattoir.

Difficultés d'approvisionnement en bétail

L'approvisionnement en bétail à abattre pose des défis considérables. Les bouchers rencontrent de réelles difficultés pour trouver des vaches. Ces derniers proviennent souvent des régions éloignées telles que Matana, Bururi et d'autres localités. Lorsqu'ils se déplacent pour acheter dix vaches, ils en obtiennent seulement trois ou quatre, rendant la tâche d'autant plus complexe, souligne Amisi Radjabu.

Pour cela, il est essentiel de porter une attention particulière à l'élevage des bovins et des ovins afin de garantir à cet abattoir moderne de pouvoir contribuer efficacement au développement économique du pays.

Y aurait-il des avantages liés à cet abattoir ?

Selon Amisi Radjabu, l'abattoir moderne de Rumonge offrira plusieurs avantages significatifs, tant pour la municipalité que pour la province et le pays dans son ensemble. Ce projet public, appartenant à l'Etat pourrait générer des revenus substantiels. En raison de sa proximité avec la Tanzanie et de la République Démocratique du Congo (RDC), cet abattoir moderne pourrait également attirer la clientèle de ces pays voisins en quête de la viande de qualité. D'autres pays pourraient également se tourner vers cet abattoir qui se distingue par son

excellence, ajoute-t-il.

Léonard Niyonsaba, gouverneur de la province de Rumonge souligne que les revenus générés grâce à cet abattoir contribueront au développement économique de l'Etat. De plus, cet abattoir moderne aidera à réduire significativement des déchets qui étaient auparavant omniprésents lors des abattages effectués dans des conditions non contrôlées. Pour ce faire, il s'inscrit dans une démarche visant à créer une ville plus propre et sans déchets.

Un équipement adéquat

Radjabu assure que cet abattoir est bien équipé et parfaitement adapté à ses besoins. Des machines ainsi que des installations électriques et à gaz sont disponibles pour pallier aux pannes de courant, assurant ainsi une continuité du travail. De plus, un approvisionnement en eau est également garanti.

« Ces équipements nous permettront de maintenir nos opérations sans interruption. Nous avons également deux ingénieurs qui ont formé un partenariat étroit avec les techniciens italiens ayant construit l'abattoir », indique Radjabu. Ils ont ainsi acquis les compétences nécessaires pour réparer les machines en cas de panne, conclut-t-il.

Jonathan Nzoyibonera

TRANSPORT

Accidents routiers : une épine dans le dos des ménages

Les gestionnaires de la sécurité alertent sur l'impact des accidents routiers sur la vie des ménages et sur le trésor public. L'attitude des conducteurs, l'état des véhicules et celui des infrastructures routières en sont les causes, comme le publie Burundi Eco dans son numéro 622, en poursuivant les articles sur les états généraux du transport. Dans le numéro 621, le journal avait déjà abordé l'efficacité du transport maritime et aérien une fois rentabilisé



Les accidents de la route sont une source de perte de vies humaines. Ils occasionnent des blessures parfois graves et causent un préjudice considérable aux revenus des ménages et au trésor public.

En ce qui concerne les décès liés aux accidents de roulage, il remarque une réduction de 25,69 % pour les hommes et de 22,29 % pour les femmes en 2023 par rapport à 2022, soit 654 hommes et 148 femmes décédés en 2022, contre 486 hommes et 115 femmes décédés en 2023. Le taux de blessés suite aux accidents de roulage a également diminué, passant de 4,78 % pour les hommes

à 17,10 % pour les femmes, avec 2699 hommes et 690 femmes blessés en 2022, contre 2570 hommes et 572 femmes en 2023.

Diverses causes d'accidents

Selon le commandant adjoint de l'UPR-SR, les accidents de roulage

sont causés par l'attitude des conducteurs, l'état des véhicules et la qualité des infrastructures routières.

« Les conducteurs peuvent être à l'origine des accidents lorsqu'ils ne sont pas qualifiés (conduite sans permis ou avec un faux permis) ou lorsqu'ils manquent d'expérience », explique-t-il. Il ajoute que la conduite sous l'effet de l'alcool ou de stupéfiants, ainsi que la fatigue, peuvent également provoquer des accidents. D'autres causes liées aux conducteurs incluent la déficience physique ou mentale, la négligence des règles élémentaires de conduite, et la recherche de profits excessifs (transporteurs cherchant à gagner plus qu'ils ne devraient).

L'état des infrastructures routières peut aussi contribuer aux accidents, notamment en cas de routes délabrées avec des nids-de-poule ou des routes glissantes. L'absence ou l'insuffisance de la signalisation routière, ainsi que le dysfonctionnement des feux tricolores, sont également des facteurs importants. M. Niyongabo souligne que l'absence ou le mauvais emplacement des dos d'âne et d'autres régulateurs, les tronçons à fortes pentes ou les virages dangereux sont également des causes d'accidents. Il ne faut pas oublier les routes situées sous, sur ou à proximité des installations dangereuses (lignes électriques haute tension) et les cas de chargement dangereux (explosifs et produits toxiques) sans précautions nécessaires.

Des facteurs humains, tels que l'excès de vitesse, les manœuvres dangereuses, le refus de priorité ou de céder le passage, l'ivresse des conducteurs, la violation des feux tricolores et le non-respect des règles de chargement, sont autant de circonstances susceptibles de provoquer des accidents.

Des propositions

M. Niyongabo recommande de mener une campagne d'éducation sur les règles et bonnes pratiques de conduite à l'attention des usagers de la voie publique, ainsi que de sensibiliser la population en général et les conducteurs en particulier sur leurs devoirs de secourir les victimes d'accidents (apprentissage des techniques de premiers secours).

Il appelle également à former les agents de la sécurité routière en premiers soins et secours des victimes d'accidents, et à digitaliser le système de contrôle de la sécurité routière. La mise en place d'un centre opérationnel de surveillance des usagers de la route et la réhabilitation des arrêts de bus sont jugées nécessaires. M. Niyongabo évoque aussi le projet d'installation de caméras de surveillance sur les routes et la sensibilisation au recours au règlement amiable en cas d'accidents.

Mélance Maniragaba

Les habitants du site de Mayengo : Leur vie plongée dans l'incertitude

Les résidents du site de Mayengo situé dans la commune et la province de Rumonge font face à de nombreux défis, à savoir : le manque de terres cultivables, le manque d'électricité ainsi que l'absence du marché. Cette situation de précarité rend leur vie instable. Reportage



Laurent Hakizimana, un des occupants du site de Mayengo, Il déplore que parfois, il peut rendre bredouille. En conséquence, ses enfants ne trouvent pas de quoi mettre sous la dent.

Nous sommes mardi le 6 août 2024, à 10 heures du matin. Le soleil brille intensément alors que nous arrivons au site de Mayengo, situé dans la zone de Kigwena, commune et province de Rumonge. Ce site accueille depuis 2018 les victimes des inondations et des glissements de terrain de Nyaruhongoka et Gitaza. Il est stratégiquement situé sur la route Rumonge-Nyanza-Lac, à environ 500 mètres de la réserve forestière de Kigwena, également connue sous le nom de Gitamba. Au fil de notre exploration, nous rencontrons des habitants du site. En échangeant avec eux, ils nous font part de leur quotidien et nous révèlent que leur vie était loin d'être facile.

Jeanne Niciteretse, conseillère municipale élue pour représenter les occupants de Mayengo, exprime leur indignation face aux conditions de vie déplorable. « Nous manquons de terres cultivables, de l'électricité, du marché et d'autres ressources qui pourraient nous aider à nous développer. »

Et d'ajouter : « Nous sommes arrivés ici en 2018. On nous avait promis de terres cultivables et du marché,

mais à ce jour, rien de tout cela n'est concrétisé, déplore Mme Jeanne. Nous avons seulement reçu des maisons de 15 mètres sur 20, comportant trois chambres et un salon. Bien que nous apprécions ces constructions, nous sollicitons à nouveau l'aide des autorités et des organisations qui nous ont soutenus au départ ».

Manque de terres cultivables, un problème au cœur des préoccupations

La difficulté de nourrir une famille nombreuse sans terres à cultiver est un problème préoccupant. Même ceux qui aspirent à travailler pour d'autres personnes rencontrent des difficultés car leur salaire quotidien s'élève à 4000 FBu. Avec le coût élevé des denrées alimentaires, comme par exemple la farine à 2000 FBu le kilo, les familles ne peuvent

se permettre de manger qu'une fois par jour, déplore Mme Jeanne.

Pascasie Minani souligne également les complications liées à la location de terres. « Même si l'on parvient à rassembler de l'argent pour louer un champ, il arrive que les propriétaires accumulent les frais de plusieurs personnes pour une seule parcelle, ce qui engendre de nombreux problèmes. »

En réponse à cette situation, Léonard Niyonsaba, gouverneur de la province de Rumonge, propose que les gens se regroupent en coopératives et se rendent à la commune pour présenter leurs projets. Le gouverneur affirme qu'il est plus facile de venir en aide à ceux qui adhèrent à des coopératives. De plus, certains propriétaires possèdent des terres cultivables inexploitées. Les personnes regroupées peuvent discuter des avantages réservés au propriétaire

et celui-ci peut leur permettre d'accéder à ces terres cultivables.

Pénurie de l'électricité, un fléau qui handicape la vie quotidienne

Laurent Hakizimana, soudeur de profession, exprime sa colère face à une situation critique. "Même si je maîtrise mon métier, il est extrêmement difficile de travailler sans électricité et mes propres outils," déclare-t-il. "Je dois me contenter de trouver des tâches chez ceux qui en possèdent, mais il arrive que je passe toute la journée sans rien obtenir. En conséquence, je rentre chez moi les mains vides et ce jour-là, mes enfants ne trouvent pas de quoi à manger."

Serge Ndabarahiye souligne l'importance de l'électricité pour diverses activités économiques. "Nous avons d'abord besoin d'électricité pour que les métiers qui dépendent de l'énergie, comme la soudure, les salons de coiffure ou les cafétérias puissent fonctionner," explique-t-il. Les poteaux et le transformateur sont déjà installés mais, l'absence de l'électricité demeure un problème majeur. Cette pénurie entraîne des conséquences graves notamment, l'obscurité qui pousse certains jeunes aux mauvaises pratiques notamment la prostitution, ceci provoque des grossesses non désirées », ajoute-t-il.

Pour remédier à cette situation, le gouverneur de la province de Rumonge a annoncé son intention de discuter avec les responsables de l'électricité de ladite province afin de résoudre ce problème. Il espère ainsi garantir un approvisionnement en électricité

qui permettra non seulement d'améliorer la sécurité nocturne mais aussi de soutenir les activités de développement nécessaires pour ce site.

Instabilité de l'éducation

L'éducation des jeunes est menacée par la précarité économique, constate M. Hakizimana. Ce père de huit enfants souligne la difficulté d'offrir une éducation de qualité dans un contexte de pauvreté. Trouver des cahiers, des uniformes, des stylos et d'autres fournitures scolaires, constitue un véritable défi.

Il indique qu'au sein de sa famille, seuls trois de ses huit enfants sont scolarisés. « Leur avenir est en péril », souligne-t-il. M. Hakizimana déplore également une diminution de la discipline chez les jeunes. Selon lui, même les petits montants de 1 000 FBu offerts à certaines filles peuvent les éloigner de l'école, les incitant à passer la journée ailleurs. Cela peut pousser les jeunes au vagabondage sexuel et aux abandons scolaires. Il précise que les élèves qui quittent l'école se répartissent entre ceux qui restent au foyer et ceux qui tentent de trouver d'autres activités en dehors du site de Mayengo.

Rappelons que les habitants de ce site ont été durement touchés par des inondations et des glissements de terrain survenus en 2015, dans la commune de Muhuta, précisément à Gitaza et à Nyaruhongoka. Ces familles ont été déplacées vers ce site en 2018.

Jonathan Nzoyibonera

GENRE

Gisuru-Giheta : 27 enfants non enregistrés à l'Etat-civil

La colline de Gisuru enregistre plus d'une vingtaine d'enfants non enregistrés à l'Etat-civil. Des violences basées sur le genre ainsi que des grossesses non désirées s'y observent également. Cependant, les cas de mariages illégaux constatés chez les membres de la communauté autochtone ont diminué

Sur la colline Gisuru, dans la commune de Giheta, province de Gitega, les droits des enfants et des femmes sont souvent bafoués en raison de pratiques de concubinage constatés chez les hommes, comme le témoigne Madeleine Kamuragiye, résidente de cette colline. Cette sexagénaire a été élue par la population pour lutter contre les violences il y a plus de 10 ans. « C'est après avoir suivi des formations dispensées par la CAFOB sur la sensibilisation aux élections et à l'éligibilité lors des élections locales que j'ai décidé de me présenter aux élections. Maintenant, je suis engagée dans la protection des droits des femmes et des enfants », a-t-elle déclaré.

Le taux élevé des enfants non-inscrits à l'état civil

Sur cette même colline de Gisuru,



Kamuragiye Madeleine, la militante des droits des femmes sur la colline Gisuru de la commune Giheta.

les grossesses non désirées sont en forte augmentation, souvent endossées par des hommes mariés ayant des relations avec des jeunes filles. Cette situation conduit à un

nombre croissant d'enfants non enregistrés à l'état civil. « Nous ne sommes pas contentes de voir des enfants non-inscrits. Actuellement,

on compte 27 enfants non-inscrits à l'état civil dont les pères demeurent inconnus. Ainsi, un enfant ne peut pas être inscrit au nom de sa mère arguant que la femme n'est pas digne. Cette question nous perturbe beaucoup ».

Et d'ajouter : « les femmes sont violées par leurs maris, et les hommes qui pratiquent le concubinage clandestinement provoquent des situations où les enfants ne vivent pas paisiblement dans leur famille, ce qui entraîne également l'abandon scolaire des enfants, le manque de la nourriture ».

Quid du processus de solution sur les conflits ?

En cas de violences ou des conflits, Mme Kamuragiye collabore avec les administratifs locaux, qui sont proches des lieux où le conflit est né. « Nous nous adressons à eux pour observer ce qui s'est passé. Si nous constatons qu'une femme a été violée et exclue de son foyer, les administratifs nous aident à faire en sorte qu'elle puisse y retourner. Quant aux violences faites aux enfants, les cas de violence sont variés, et nous prenons les mesures appropriées pour chaque situation », affirme-t-elle.

Néanmoins, le taux de violations des droits des enfants a légèrement diminué, comme l'a expliqué Mme Madeleine. « Dans les mois passés, les cas de viol d'enfants étaient

fréquents, mais ces derniers temps, nous avons observé une diminution de ces cas. Nous avons beaucoup protesté contre ces comportements et avons puni les auteurs de violences. Lorsqu'un enfant est victime de viol, nous l'acheminons d'abord à l'hôpital, puis nous poursuivons l'auteur de la violence ».

Les défis rencontrés

Madame Kamuragiye évoque aussi des contraintes dans la mise en oeuvre de son engagement « Lorsqu'il y a des problèmes dans la communauté et que je m'adresse aux autorités administratives pour obtenir de l'aide, elles me répondent que c'est toujours mon affaire. Certains pensent aussi que je travaille uniquement pour rédiger des rapports destinés aux associations en vue d'une rémunération, alors que mon travail est entièrement bénévole ».

Et d'ajouter : « lorsqu'un enfant est violé ou qu'une femme est maltraitée et qu'il (elle) n'a pas les moyens de se faire soigner, c'est moi qui s'occupe de ces personnes pour qu'elles puissent se rendre à l'hôpital, car il est inacceptable de les laisser sans soins médicaux »

Aline Niyibigira

Recensement général

Les étrangers invités à dire la vérité et rien que la vérité

A l'approche du recensement général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage qui arrive à grands pas, Gervais Ndirakobuca, premier ministre de la République du Burundi appelle les autorités locales de bien suivre le déroulement de cette activité. Cela afin de s'assurer que les données fournies par les ménages sont exactes. Il donne un clin d'œil aux étrangers résidents au Burundi qui auraient reçu les cartes nationales d'identité de ne pas se considérer comme des citoyens burundais



Gervais Ndirakobuca, premier ministre du Burundi : « C'est un recensement de la population mais ce n'est pas un recensement pour offrir la nationalité burundaise »

toute la population burundaise y compris les étrangers résidents au Burundi. « C'est un recensement de la population mais ce n'est pas un recensement pour offrir la nationalité burundaise », a martelé le premier ministre avant d'ajouter que le questionnaire contient des précisions sur la nationalité de chaque résident.

Ainsi, les chefs de colline ou de quartier sont appelés à veiller si les gens répondent correctement aux agents recenseurs afin que les données issues de ce dénombrement principal soient exactes. Aux étrangers, il leur a annoncé : « il n'y a pas de mal à résider au Burundi, mais vous allez être recensé tout en précisant votre citoyenneté ».

La veille du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE) qui déroulera depuis le 16 août 2024 jusqu'au 09 septembre 2024, Gervais Ndirakobuca le premier ministre burundais recommande aux autorités locales d'être prêt à accompagner les agents recenseurs afin de suivre que les ménages livrent des informations sûres à propos de leur identification et leur fortune.

Lors de la célébration de la journée dédiée aux communes en province de Cibitoke, le premier ministre Ndirakobuca a indiqué que ce recensement concerne

Ce coordinateur de l'action gouvernementale reconnaît qu'il y a des étrangers qui possèdent les cartes nationales d'identité burundaise mais il leur demande de ne pas se faire passer pour des burundais puisque le recensement permettra d'identifier les citoyens burundais et les résidents étrangers.

La population est appelée à répondre à toutes les questions posées sans réserve

La population burundaise est appelée aussi à coopérer et à dire la vérité aux agents recenseurs actuellement en formation pour répondre correctement à toutes les questions posées sans réserve.

« Le recensement débutera le 16 août 2024, mais on vous demandera ce qui se passera dans la nuit du 15 au 16 août 2024 notamment les visiteurs qui passeront cette nuit chez vous », a précisé le ministre Ndirakobuca dans son discours marquant la célébration de la journée dédiée aux communes en province de Cibitoke. « Les chefs de ménages sont priés de noter dans l'agenda les gens qui passeront cette nuit chez eux y compris les visiteurs »

Ce recensement concerne aussi la fortune en possession des familles. Le coordinateur de l'action gouvernementale interpelle les chefs de ménage à identifier la fortune en leur possession y compris le grand et le petit bétail

« Mieux vaut tard que jamais »

Avec un budget total de 75 milliards de Fbu, du recensement Général de la population, de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage a été initié par le gouvernement du Burundi à travers l'Institut national des statistiques du Burundi (INSBU). Institué par le décret no 100/109 du 30 novembre 2020, le RGPHAE, cette grande opération statistique couplant le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) au recensement général de l'agriculture et de l'élevage (RGAE) a été reporté à maintes reprises en raison du manque des moyens. Il était attendu depuis 2022.

D'autres raisons qui expliquent ce retard selon le Bureau central de recensement sont entre autres l'absence d'une liste exhaustive de toutes les collines et sous collines ainsi que la précision de leurs limites pour faire le géo-référencement de toutes les limites administratives, l'absence de la reclassification des villes et des centres urbains.

Le retard d'acquisition du logiciel ArcGIS Pro pour la cartographie censitaire et le retard dans l'acquisition des équipements pour la cartographie censitaire sont aussi parmi les défis rencontrés.

Le recensement général de la population qui commencera le 16 août 2024 sera le quatrième dans l'histoire du Burundi. Il a été effectué manuellement dans les années 1979, 1990 et au cours du récent recensement de 2008, mais cette fois-ci, il sera digitalisé. Il permettra au gouvernement et à ses partenaires au développement d'avoir des informations pertinentes, fiables et exploitables notamment dans le secteur agricole afin de formuler des politiques et stratégies adaptées au pays et faciliter le suivi-évaluation des programmes de développement socioéconomique. Il produira des données de référence de qualité et constituera une base de sondage pour les diverses enquêtes dans le secteur rural.

Méchaël Tuyubahe

ENTREPRENEURIAT

Cankuzo : La pénurie du sucre et du carburant, un grand défi aux boulangeries financées par PAEEJ

5 jeunes natifs de la province de Cankuzo ont mis ensemble leurs efforts pour former la société coopérative Buhumuza Terimbera spécialisée dans la fabrication du pain et des beignets. Cette initiative financée par PAEEJ à la hauteur de 20 millions de Fbu commence à porter des fruits. Néanmoins la pénurie du sucre et du carburant mais aussi la hausse des prix des matières premières sont entre autres les défis qu'elle fait face.



Didace Habonimana, le responsable de la société coopérative Buhumuza Terimbera : « Le bénéfice que nous devons avoir pour rembourser le crédit contracté auprès du paej est en train d'être dispersé dans l'achat au prix exorbitant des matières premières, car si on achète pendant 2 semaines le sucre au marché noir, l'argent qu'on aurait gagné se transforme en une perte »

litres de l'huile de palme raffiné, produit indispensable dans la production du pain et des beignets est passé de 185 000 FBu à 225 000 FBu. Cette hausse des prix des matières premières utiles impacte négativement sur les activités de production et de commercialisation de la coopérative.

La pénurie du sucre, un défi majeur

La boulangerie Buhumuza Terimbera se heurte aussi à la pénurie du sucre. « Nous utilisons

10 kg par jour lors de la fabrication du pain ou des beignets, or on nous donne seulement un sac de 50 kg du sucre quand il est disponible », se lamente M.Habonimana avant d'indiquer que la coopérative fait recours au marché noir où le kilogramme coûte 10 000 FBu.

Le jeune entrepreneur rapporte aussi que la pénurie du carburant qui est un problème national vient pour empirer la situation. Il explique qu'une benne de bois de chauffage qui était à 50 mille FBu s'achète à 200 mille FBu actuellement. « Le climat d'affaire

n'est pas du tout bon », mentionne le patron de Buhumuza Terimbera avant de lancer une alerte à l'Etat et ses partenaires à améliorer les conditions d'affaires pour les investisseurs. « Le bénéfice que nous devons avoir pour rembourser le crédit de paej est en train d'être dispersé dans l'achat au prix élevé des matières premières car, si on achète pendant 2 semaines le sucre au marché noir, l'argent que tu aurais gagné se transforme en une perte », explique-t-il

La coupure intempestive du courant électrique freine aussi le développement de certaines unités de production au chef lieu de cette province.

L'administration locale appelée à soutenir les initiatives des jeunes

Pour inverser la tendance et par conséquent faciliter les sociétés coopératives financées par Paej à rembourser le crédit contracté, M Habonimana demande à l'administration locale de privilégier les sociétés dans la distribution du sucre au niveau communale voire augmenter le nombre de sac pour chaque entreprise.

« Le président de la république ne cesse d'expliquer que les fonds de paej alloués au financement de jeunes investisseurs sont une chaîne de solidarité et si nous n'avons possibilité d'avoir les matières pour faire avancer notre business et rembourser le crédit contracté ; la chaîne sera coupée » révèle-t-il. Résultat, « d'autres jeunes n'auront pas cette opportunité d'être financée

par ce programme national »

Pierre Claver Nakumuryango, le chef de cabinet du gouverneur de Cankuzo reconnaît la hausse des prix de matières premières pour les sociétés coopératives des jeunes. Malgré cela, il encourage les jeunes à ne pas croiser les bras car l'administration locale fait le tout possible pour soutenir les initiatives des jeunes visant la lutte contre le chômage. Néanmoins, il invite les jeunes issus de la province Cankuzo à être solidaires et innovants pour pouvoir se développer. La confiance est aussi une nécessité pour entreprendre. « Il y a des jeunes qui ont fui la province après avoir perçu les fonds de paej mais l'administration continue d'enquêter sur ce dossier », fait-il savoir

La coopérative Buhumuza Terimbera compte actuellement 12 employés. Le responsable de cette coopérative indique que si elle travaille dans de bonne condition, l'entreprise peut gagner 2 millions par mois. Toutefois, il précise qu'elle est en phase préliminaire qui nécessite l'installation et l'introduction des nouveaux points de vente que ce soit au chef-lieu de la province ou dans les zones périphériques. Ainsi, il se rejoint de l'état des lieux de la coopérative à ce moment, car grâce au financement de paej, l'entreprise a bénéficié des machines et augmenté le staff et a pu ouvrir d'autres points de vente.

Méchaël Tuyubahe

Gatete-Rumonge

Ce qui est déchets pour les autres est matière première chez MBCC

Dans le but de relever les défis liés à la gestion des déchets et à leur valorisation dans la ville de Rumonge, Apollinaire Ndikumusabo a fondé Mutambara Briquettes Charcoal Company (MBCC). Depuis 2021, cette entreprise transforme divers types de déchets en charbon. Malgré de nombreux obstacles, elle a déjà créé plus de 13 emplois et depuis janvier 2024, sa capacité de production quotidienne est passée de 50 kg à 500 kg de charbon.



Depuis 2021, Apollinaire Ndikumusabo s'est lancé dans la fabrication de briquettes à partir de déchets provenant d'arbres, d'herbes, de papiers et d'autres types de déchets non plastiques.

Apollinaire Ndikumusabo, âgé de 39 ans, est un entrepreneur résidant sur la colline Mutambara, dans la zone Gatete de la commune et de la province de Rumonge. Depuis 2021, il s'est lancé dans la fabrication de briquettes à partir de déchets provenant d'arbres, d'herbes, de papiers et d'autres types de déchets non plastiques.

Selon Ndikumusabo, sa passion pour la protection de l'environnement remonte à sa jeunesse. En 2015, il a été contraint de migrer vers la Tanzanie, où il a vécu pendant 7 ans. Dans le camp de réfugiés où il résidait, une ONG a organisé une formation sur la valorisation des déchets. Cette formation incluait notamment la fabrication de charbon, de pavés et de matières organo-minérales, pour n'en citer que quelques-unes. En accord avec sa passion, il a suivi cette formation. « Ma principale motivation était de trouver une solution aux défis

de la gestion des déchets et de la protection de l'environnement au Burundi », témoigne-t-il.

Un long chemin plein d'embûches

Après son retour au Burundi en 2021, il a décidé de mettre en pratique ce qu'il avait appris. Constatant que les arbres disparaissaient sur les collines burundaises en raison de la fabrication du charbon, il a lancé un projet visant à protéger les arbres. Il a commencé par fabriquer du charbon à partir de déchets biodégradables, utilisant des moyens rudimentaires. Cependant, la qualité du charbon produits était médiocre et la production quotidienne ne dépassait pas 50 kg.

Le marché était également incertain.

En décembre 2023, la société a reçu un financement de 22 millions de FBu de la part du PAEEJ. Cet argent a permis d'acheter des machines, améliorant la qualité et la quantité de la production. Aujourd'hui, ils peuvent produire jusqu'à 500 kg de charbons de bonne qualité par jour et leurs produits sont appréciés par leurs clients. Cette entreprise a déjà créé 13 emplois.

Des avancées, des défis aussi

Malgré les progrès significatifs, cette entreprise est confrontée à des défis de taille entre autres les manques de machines modernes.

Après la collecte des déchets, ils procèdent au triage des déchets plastiques et on les met de côté et puis ils carbonisent le reste. Les cendres issues de la carbonisation des déchets non plastiques sont ensuite utilisées dans une machine qui les transforme en briquettes de charbon. Pour chaque 40 kg d'herbes, 10 kg de charbon sont obtenus après carbonisation. Le séchage est une étape longue et imprévisible, car il se fait au soleil. « Nous souhaiterions disposer de machines modernes capables de sécher le charbon automatiquement, produisant ainsi du charbon prêt à l'emploi », fait-il savoir.

Chaque kilo de charbon produit

par cette société se vend à 1000 FBu, ce qui représente un avantage considérable par rapport au charbon de bois, car le charbon MBCC est plus de 4 fois plus efficace. Cependant, un autre défi réside dans la consommation de carburant par les machines actuellement utilisées. La pénurie de carburant complique encore davantage la situation, malgré les facilités octroyées par l'administration locale.

La commercialisation a été un défi majeur pour cette entreprise. Comme l'explique cet innovateur, les Burundais ont du mal à s'habituer aux nouveautés, ce qui rend les campagnes de sensibilisation longues et coûteuses. À ce sujet, il demande au PAEEJ d'aider systématiquement les jeunes porteurs de projets innovants à constituer des stocks initiaux, car cela nécessite des ressources qui ne sont pas couvertes par les financements.

Il encourage les autres jeunes à privilégier le travail plutôt que de chercher des gains faciles. Il en appelle également aux administratifs pour qu'ils soutiennent les projets innovants lancés par les jeunes de leurs localités. Le gouverneur de Rumonge a fait savoir que la province a déjà mis en œuvre des initiatives visant à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes. Il mentionne notamment les visites qu'ils effectuent auprès de ces jeunes pour les encourager. De plus, il a été organisé des campagnes de sensibilisation de la population sur la collecte des déchets pour faciliter la tâche de ces innovateurs qui contribuent à la salubrité de la ville.

Florence Inyabuntu

GENRE

Pascasie Nahishakiye, une grande figure de Giheta

Cheffe de la colline Kaguhu, dans la commune de Giheta, province de Gitega, depuis bientôt 10 ans, Pascasie Nahishakiye est connue pour son combat contre la polygamie, les mariages illégaux, ainsi que pour la construction de ponts. Elle se distingue également par son talent en art poétique

Agée de 56 ans, veuve et mère de trois enfants, Pascasie Nahishakiye brigue un deuxième mandat en tant que cheffe de la colline Kaguhu, dans la zone Kabanga de la commune de Giheta, province de Gitega, au Centre du pays.

Elle explique qu'avant d'être élue cheffe de colline, elle était adjointe du chef de colline. Pour se faire élire à la tête de la colline, Mme Nahishakiye informe qu'elle a été encouragée par d'autres femmes regroupées dans un groupe de danse.

« Actuellement, je suis à la tête d'une colline ayant six sous-



Pascasie Nahishakiye, cheffe de la colline Kaguhu : « Administrer exige de la patience et du courage ».

collines. Parmi les 13 personnes qui ont concouru pour administrer la colline, j'étais la seule femme. Les débuts n'ont pas été faciles. Certains collègues ont commencé à me sous-estimer, mais petit à petit, je me suis adaptée », se réjouit-elle avec un visage souriant.

Elle déplore que les femmes

peinent à se présenter aux élections. Pourtant, martèle-t-elle, lorsque nous sommes dans les instances de prise de décision, notre voix compte. Dans le passé, il était difficile de participer aux instances décisionnelles en raison des traditions qui ne facilitaient pas cette participation. Aujourd'hui, témoigne Mme Nahishakiye, la

législation nous accorde des acquis qu'il faut sauvegarder.

Du social et du développement

La cheffe de la colline Kaguhu se dit préoccupée par la polygamie et les mariages illégaux. « Je fais de mon mieux pour combattre la polygamie et les mariages illégaux. L'année dernière, j'ai aidé 12 ménages à officialiser leur mariage. En mai et juin 2024, j'ai fait de même pour 11 ménages afin de régulariser leur union. Pour ceux qui n'ont pas les moyens, je paie de ma propre poche. Un ménage paie 8 200 FBu pour régulariser son union », informe-t-elle, avant de rappeler qu'elle sensibilise les jeunes filles à ne pas se laisser manipuler par les hommes et les garçons. Ce qui permet d'éviter les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles.

Mme Nahishakiye se dit inquiète du développement de sa colline et encourage les femmes à se regrouper dans des associations communautaires afin de devenir économiquement autonomes. « En outre, nous maintenons des liens avec les autres collines transfrontalières. En juin 2024, nous avons réhabilité trois ponts reliant la colline Kaguhu aux collines

Munanira I et Munanira II, dans la commune de Rutegama, province de Muramvya », indique-t-elle.

Du leadership et de l'art

Pour ce qui la tient à cœur, Mme Nahishakiye avoue qu'elle aime servir en premier lieu son pays natal. Concernant la gastronomie, elle apprécie les bananes mélangées avec de la farine d'arachide. Quant aux boissons, elle préfère la bière « Primus », le lait et l'eau.

Mme Nahishakiye combine également son rôle administratif avec la poésie. Dans son art poétique, elle s'adapte selon les situations : fêtes de mariage, festivités officielles... Et de préciser : « J'encadre même un groupe d'enfants qui pratique la danse moderne et les danseurs intore ».

La cheffe de la colline Kaguhu reconnaît que tout n'est pas facile. Pour un administratif, il arrive parfois que l'on juge certaines situations comme étant appropriées, tandis que d'autres les qualifient d'anormales. Ce qui exige de la patience et du courage.

Mélance Maniragaba



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES



Art in Life de Rumonge : Un centre de développement artistique pour les enfants en vacances

Le centre Art in life de Rumonge accueille les personnes talentueuses en peinture et sculpture. Pendant la période de vacances, il offre un encadrement aux lauréats dotés de compétences particulières dans ces disciplines. Parmi ses objectifs, le centre ambitionne d'établir des agences dans toutes les provinces du Burundi



Pour Dany Kasembe Bindabiye, le responsable du centre Art in life de Rumonge, la profession de peintre et de sculpter mérite d'être valorisée dans tout le Burundi.

La peinture et la sculpture font partie des activités pratiquées par les membres du centre Art in life de Rumonge. Pendant les vacances, le centre accueille des lauréats pour les aider à développer leurs talents. Dany Kasembe Bindabiye, responsable de ce centre collabore avec les responsables disciplinaires au niveau communal, ainsi qu'avec les chefs d'établissements et les parents afin de repérer les enfants talentueux en matière d'art.

« Nous avons une vingtaine d'enfants dont certains sont en vacances et d'autres n'ont jamais eu l'occasion de fréquenter l'école. Parmi ces enfants, deux garçons n'ont jamais été scolarisés et ne savent pas écrire une seule lettre. Pourtant, ils excellent en dessin », précise M. Bindabiye. Avant de leur enseigner la peinture et la sculpture, le centre met un point d'honneur à leur fournir une éducation axée sur l'importance de ces arts, tant pour leur développement personnel que pour le bien-être de leurs familles et du pays tout entier, ajoute-t-il.

Soutenir les talents des

enfants, une nécessité

Salima Nahimana, une jeune fille de 19 ans et pré-finaliste au lycée i Teba, est l'une des artistes en cours d'encadrement pendant ces vacances. Elle souligne le dévouement du responsable du

centre, qui invite chaque saison estivale les lauréats talentueux en sculpture et peinture afin de les aider à développer leurs compétences. Pour Nahimana, même si elle fait partie d'un groupe de 19 garçons, elle ne rencontre aucun problème à travailler avec eux. Elle encourage

également d'autres filles à ne pas hésiter à poursuivre leurs passions lorsqu'un talent se manifeste en elles.

Alain Jossin Mugisha, lauréat de la 7ème cycle fondamental, exprime sa fierté d'être au sein de ce centre

pendant les vacances. Il estime que cette expérience lui permettra de bénéficier à la fois à lui-même et à son pays. « Même lorsque je suis en période d'études, je viens au centre le week-end et cela ne perturbe pas mes performances scolaires, car il s'agit de mon talent », indique-t-il.

Un centre artistique en expansion

Au départ, ils étaient trois en 2010. La tâche n'était pas facile, mais en 2019, ils ont créé le centre « Art in Life ». Aujourd'hui, il compte environ 16 personnes, comme l'indique le responsable de ce centre. « Lorsque nous découvrons des personnes compétentes, nous ouvrons des agences. Nous avons déjà établi quatre antennes à Dar-es-Salaam en Tanzanie, à Buyengero, à Matana et à Bururi et toutes ces antennes contiennent des travailleurs d'ici », a révélé Bindabiye.

Parmi les ambitions du centre figure l'établissement d'antennes aux postes-frontières, notamment à Gatumba et Kobero, où le passage de nombreux touristes pourrait constituer une opportunité. « Si nous produisons des articles dans ces zones, cela pourrait générer des ressources contribuant au développement du pays », affirme Bindabiye.

Pour lui, la profession de peintre et de sculpter mérite d'être valorisée dans tout le Burundi. Il appelle également le gouvernement à soutenir cette initiative afin d'atteindre des objectifs plus ambitieux.

Jonathan Nzoyibonera

SOCIETE

Quand les réseaux sociaux gâchent les vies

Avec l'évolution de la technologie, les réseaux sociaux sont devenus une source croissante d'informations, qu'elles soient fiables ou non. Souvent partagées maladroitement, ces informations pointent du doigt, accusent et jugent, selon l'intention de l'auteur. Mais qui se soucie de l'impact que ces informations peuvent avoir sur le présent et l'avenir de ceux qui sont visés ? Grâce, une fille vivant dans la commune de Kayogoro, province de Makamba en a récemment été victime.



Le sociologue Patrice Sabuguheba, « diffuser les photos de cette fille en les accompagnant de commentaires dégradants n'est pas sans conséquences néfastes pour son avenir ».

L'histoire tragique de feu Eric Koriciza, un jeune homme de 23 ans qui résidait dans la commune de Kayogoro, province de Makamba, a suscité de vives réactions cette semaine. Sa mort aurait été survenue pendant un rapport sexuel avec une fille de 17 ans de la même localité. Sur les réseaux sociaux, les versions de

certains auteurs ne s'étaient pas posés. L'histoire étaient nombreuses et les auteurs exprimaient des opinions variées. Face à ces informations, certains internautes faisaient preuve de compassion, d'autres jugeaient, tandis que certains ont optés à transformer l'affaire en sujet de divertissement.

Cependant, contrairement à la majorité des internautes, un individu a pris la parole. Dans un commentaire publié sur Facebook, il a écrit : « Que celui d'entre vous qui est sans péché jette la première pierre contre eux. Peu importe la manière dont Eric Koriciza est décédé, la tradition burundaise exige le respect envers les défunts », trouve-t-il.

Pendant que feu Koriciza ne pouvait plus subir ces pressions sociales, la situation était différente pour Grace, sa partenaire. Ses photos circulaient abondamment, accompagnées de messages variés selon l'intention de chaque auteur. Certains la qualifiaient de prostituée, on la traitait de tous les maux. Heureusement, quelques internautes tentaient de relativiser la situation. Suite à un message posté sur facebook, sous forme de commentaire, un internaute pose la question : « Si c'était ta sœur, aurais-tu eu la même fierté de l'humilier ainsi », une question que peut être

certains auteurs ne s'étaient pas posés.

Cela n'est que salir l'avenir de Grace

Le sociologue Patrice Sabuguheba souligne que diffuser les photos de cette fille en les accompagnant de commentaires dégradants n'est pas sans conséquences néfastes pour son avenir. Selon lui, l'histoire doit être examinée par la justice pour déterminer si cette jeune fille porte une quelconque responsabilité dans la mort d'Eric Koriciza. En attendant, il est essentiel que les internautes cessent de nuire à sa réputation.

Sabuguheba insiste sur le fait que, malgré tout ce qui s'est passé, à son jeune âge, nul ne devrait ôter à cette fille son droit d'aimer et d'être aimée. « Il est crucial de ne pas la stigmatiser en propageant ces informations sur les réseaux sociaux, car cela pourrait ternir son présent et son avenir », conclut-il.

Florence Inyabuntu